



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 18 septembre 2023

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2023-0068 du 18/09/2023

Portant mise en demeure de la société Ardoisières du Fangle GROROD
qui exploite une carrière souterraine d'ardoises sur la commune de Morzine

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007-1808 du 21 juin 2007 autorisant la société Ardoisières du Fangle GROROD à exploiter une carrière souterraine d'ardoises sur la commune de Morzine ;

VU la visite d'inspection réalisée sur le site le 27 juillet 2023 par l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 7 août 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 7 août 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 12 septembre 2023 ;



CONSIDÉRANT que l'exploitant doit fournir annuellement un plan d'exploitation conformément à l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2003 ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de la visite réalisée le 7 juillet 2022, l'inspection avait demandé la transmission de ce plan dans un délai de 4 mois ;

CONSIDÉRANT qu'à la date de l'inspection réalisée le 27 juillet 2023, l'exploitant n'avait toujours pas transmis de plan ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit réaliser, tous les 5 ans, une reconnaissance géologique de la carrière par un organisme compétent pour vérifier l'absence de dégradations du site conformément à l'article 7.4.3. de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2003 ;

CONSIDÉRANT que le dernier suivi géologique réalisé en 2020 par le bureau Géolithe préconisait que les têtes d'ancrages corrodées devaient faire l'objet d'un traitement voir un remplacement dans les 5 ans ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de la visite réalisée le 7 juillet 2022, l'inspection avait demandé la transmission du tracé de l'ensemble des suivis réalisés dans un délai de 5 mois ;

CONSIDÉRANT qu'à la date de l'inspection réalisée le 27 juillet 2023, l'exploitant a remis en séance un plan avec le recensement des ancrages dans les galeries 0 et 1 ab ;

CONSIDÉRANT qu'aucune précision concernant les ancrages n'a été apportée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté que des ancrages n'ont pas été recensés, en particulier ceux qui sont situés au droit des zones de remblais de part et d'autre de la galerie ainsi qu'un ancrage dans la chambre de la galerie 0 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection ne dispose pas des éléments pour déterminer la suite à donner à la préconisation du bureau Géolithe, à savoir :

- un plan avec la totalité des ancrages ;
- un tableau indiquant pour chaque ancrage
 - lesquels doivent être remplacés ;
 - lesquels peuvent être conservés et qui nécessitent uniquement un brossage et une peinture anticorrosion ;
 - s'ils assurent toujours leur fonction de sécurité ;
- si de nouveaux ancrages sont nécessaires (apparition de fouets, fractures, etc.) ;
- le planning de réalisation par rapport à la priorisation de remplacement ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un non-respect des prescriptions de l'article 7.4.3 et 7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

La SARL Ardoisières Fangle GROROD, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 218 Chemin Martenant 74 110 MORZINE, est mise en demeure de respecter, sous un délai de 5 mois :

- les dispositions édictées à l'article 74.3 en fournissant les éléments ci-dessous :
 - un plan qui recense la totalité des ancrages dans chaque galerie ;
 - un tableau indiquant pour chaque ancrage
 - lesquels doivent être remplacés ;
 - lesquels peuvent être conservés et qui nécessitent uniquement un brossage et une peinture anticorrosion ;
 - s'ils assurent toujours leur fonction de sécurité ;
 - si de nouveaux ancrages sont nécessaires (apparition de fouets, fractures, etc.) ;
 - le planning de réalisation par rapport à la priorisation de remplacement ;
- les dispositions édictées à l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-1808 du 21 juin 2007 autorisant l'exploitation d'une carrière souterraine d'ardoises sur la commune de Morzine en fournissant :
 - un plan d'exploitation. Ce plan d'exploitation devra être réalisé par un géomètre et préciser la géométrie du front ainsi que le cubage restant jusqu'au prochain tir.

Article 2 :

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et notamment :

1. obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;
- (...)
2. faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1^{er} du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;
- (...)
3. ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à la société Ardoisières Fangle GROROD.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :


1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,
2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Morzine.

Pour le préfet,
Le secrétaire général



David-Anthony DELAVOËT